CONDITIONS GÉNÉRALES DE SIB

POUR L'ACHAT DE FOURNITURES ET/OU SERVICES (2024-2 STANDARD)

1. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.1 Les termes suivants ont la signification suivante :

CGA de SIB : les présentes conditions générales de SIB pour l'achat de Fournitures et/ou Services (2024-2 Standard) ;

Lois sur l'intégrité applicables :

(i) *Lois anti-corruption* : y compris la loi américaine de 1977 sur les pratiques de corruption à l'étranger (telle qu'amendée), la loi britannique de 2010 sur la corruption (telle qu'amendée), la loi Sapin II N° 2016-1691 et toute autre loi, réglementation et ordonnance gouvernementale officielle applicable en matière de lutte contre la corruption, de lutte contre les pots-de-vin, de lutte contre le blanchiment d'argent et de lutte contre l'évasion fiscale dans les juridictions concernées.

(ii) *Sanctions et lois et réglementations sur le contrôle du commerce* : toutes les lois, réglementations ou décisions ou lignes directrices administratives ou réglementaires applicables adoptées, maintenues ou appliquées par une agence des sanctions à la date du présent Contrat ou ultérieurement, qui sanctionnent, interdisent ou restreignent certaines activités, y compris les transactions directes ou indirectes avec certains pays, territoires, régions, gouvernements, projets ou personnes ou entités spécifiquement désignées (collectivement, les « lois sur le contrôle du commerce ») ; et

(iii) *Lois et cadres internationaux relatifs aux droits humains et à la lutte contre l'esclavage moderne* : y compris la Déclaration universelle des droits de l'Homme, les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits humains, les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les conventions fondamentales de l'OIT sur les normes du travail, la loi britannique sur l'esclavage moderne et d'autres lois, réglementations et cadres internationaux similaires relatifs aux droits humains, à la lutte contre la traite des êtres humains et à la lutte contre l'esclavage moderne.

Filiale : désigne toute entité qui contrôle directement ou indirectement, est contrôlée par, ou est sous contrôle commun avec une Partie ;

Contrat : un accord écrit et/ou la Commande pour l'achat de Fournitures et/ou de Services par le Client auprès du Fournisseur, qui intègre par référence les présentes CGA de SIB et tout autre document présenté par le Client pour en faire partie, tel que, mais sans s'y limiter, toute spécification (ce qui inclut toute spécification du Fournisseur lorsque le Client accepte d'utiliser ou passe une Commande en se fondant sur ces spécifications) ;

Client : la partie qui commande des Fournitures et/ou des Services auprès du Fournisseur ; Données Client : toutes les données ou informations, y compris les Données Personnelles, acquises par le Fournisseur dans le cadre de la préparation du Contrat ou de son exécution,
Indépendamment du fait que ces données ou informations se rapportent au Client,
à ses Filiales ou à leurs clients ou fournisseurs respectifs ; Livraison : livraison des Fournitures par le Fournisseur conformément à l'Article 5.1 ;

Lieu de livraison : l'entrepôt, l'usine ou tout autre lieu désigné par le Client pour la livraison physique des Fournitures et/ou des Services, qui peuvent être les locaux de l'une des Filiales du Client (y compris l'emplacement qui peut être désigné dans une liste de prix) ou ceux des transporteurs ou des sociétés de logistique, ou si aucun lieu n'est désigné, le lieu d'activité du Client ;

Logiciels intégrés : logiciels nécessaires au fonctionnement des Fournitures, et intégrés aux Fournitures et livrés comme une partie intégrante des Fournitures ;

Fournitures : les biens devant être livrés par le Fournisseur conformément au Contrat et/ou tous les matériaux, documents ou autres biens livrables résultant des Services fournis par le Fournisseur en vertu du Contrat, sous quelque forme que ce soit et quel qu'en soit le support, y compris, mais sans que cette liste soit limitative, les données, diagrammes, dessins, rapports et spécifications ;

Droits de Propriété Intellectuelle : (a) les brevets, modèles d'utilité, droits d'auteur, droits concernant les bases de données et droits sur les marques, noms commerciaux, dessins, savoir-faire, divulgations d'inventions (déposées ou non) ; (b) les applications, rééditions, confirmations, renouvellements, extensions, divisions ou prolongations pour un de ces droits ; et (c) tous les autres droits de propriété intellectuelle et formes de protection similaires existant partout dans le monde ;

Commande : la commande du Client émise envers le Fournisseur pour l'achat de Fournitures et/ou Services, y compris toute commande émise électroniquement ; Partie : le Client ou le Fournisseur, collectivement les Parties ;

Données Personnelles : toute donnée ou information relative à une personne identifiée ou identifiable ;

Registres : tous les livres, comptes et documents et matériels justificatifs ou sous-jacents reflétant les transactions financières et les services liés à toute activité menée pour le compte du Client ou de ses Filiales ou en leur nom ;

Personne restreinte : toute entité ou personne figurant sur une liste (y compris les listes des États-Unis, de l'Union européenne et de la Suisse) de parties ciblées, de parties bloquées ou de personnes faisant l'objet d'un gel des avoirs ou d'autres restrictions introduites en vertu de toute Loi sur le contrôle du commerce (et comprend toute entité détenue directement ou indirectement à hauteur de cinquante (50) pour cent ou plus, au total ou individuellement, ou autrement contrôlée par toute Personne restreinte) ;

Office des sanctions : désigne tout organisme gouvernemental ou réglementaire, toute instrumentalité, toute autorité, toute institution, toute agence ou tout tribunal qui promulgue ou administre les lois sur le contrôle du commerce et qui a compétence sur le Contrat, y compris les organismes gouvernementaux et réglementaires (i) des Nations unies, (ii) des États-Unis d'Amérique (y compris l'Office of Foreign Assets Control du Département du Trésor américain, le Département d'État américain et le Département du Commerce américain), (iii) de l'Union européenne (incluant l'Agence Française Anticorruption (AFA) et la Direction Générale de la Sécurité Intérieure (DGSI) en France) ou (iv) de la Suisse ;

Services : les services devant être fournis par le Fournisseur conformément au Contrat ;

Fournisseur : la partie qui fournit les Fournitures et/ou les Services au Client (ou à toute Filiale du Client sur un Lieu de Livraison désigné) ;

Commande Rectificative : une modification de la Commande visant à modifier, diminuer ou augmenter la Commande ou toute partie de celle-ci.

1.2 Les références à des articles renvoient aux articles des CGA de SIB.

1.3 Les titres de section sont uniquement fournis à titre de commodité et n'affectent pas l'interprétation des CGA de SIB.

2. APPLICATION

2.1 Après négociation entre les parties, les CGA de SIB régissent le Contrat.

2.2 Aucune modalité ou condition fournie ou figurant dans les devis du Fournisseur, accusés de réception, acceptations, spécifications ou documents similaires du Fournisseur ne fera partie du Contrat, et le Fournisseur renonce à tout droit qu'il pourrait avoir de se prévaloir de ces modalités ou conditions.

2.3 Le Fournisseur accepte le Contrat, que ce soit expressément par écrit ou de manière implicite de par son exécution du Contrat en tout ou en partie.

2.4 Toute modification du présent Contrat doit faire l'objet d'un accord écrit.

3. RESPONSABILITÉS DU FOURNISSEUR

3.1 Le Fournisseur livre les Fournitures et fournit les Services :

3.1.1 conformément à la loi et à la réglementation en vigueur ;

3.1.2 conformément au Contrat (y compris en fournissant toute documentation nécessaire) et à toutes les instructions du Client ;

3.1.3 exempts de tout défaut et de tout droit de tiers ; et

3.1.4 adaptés à tout usage particulier spécifié dans le Contrat ou, à défaut, adaptés aux usages pour lesquels ces Fournitures et/ou Services serviraient habituellement.

3.2 Le Fournisseur s'assure que les Fournitures sont conditionnées conformément aux normes industrielles et à toutes les lois et tous les règlements applicables, de manière appropriée afin de préserver et protéger les Fournitures, et adéquate pour permettre un déchargement et une inspection en toute sécurité sur le Lieu de Livraison concerné.

3.3 Lorsque le Client (ou toute Filiale du Client au Lieu de Livraison désigné) identifie des problèmes de qualité relevant du Fournisseur, le Client (ou une Filiale du Client) le notifiera au Fournisseur. Nonobstant les autres recours dont dispose le Client en vertu du Contrat, le Client peut demander au Fournisseur de réaliser, aux frais et risques du Fournisseur, une analyse des causes des dits problèmes de qualité. Cette analyse devra être effectuée et communiquée au Client dans un délai de dix (10) jours calendaires suivant la notification du ou des problèmes de qualité. Le Client se réserve le droit d'effectuer un audit (effectué par le personnel désigné par le Client, qui peut inclure des experts tiers ou du personnel de la Filiale du Client) du Fournisseur sur la base des résultats de l'analyse des causes ou lorsque le Fournisseur ne respecte pas le présent Article. Le Fournisseur doit également informer le Client de manière pro-active s'il a connaissance de tout problème lié à la qualité et susceptible d'avoir une incidence sur les Fournitures et/ou les Services. Les dispositions du présent Article 3.3 s'appliquent par ailleurs, comme si le problème avait été notifié par le Client.

3.4 Le Client peut adresser au Fournisseur des Commandes Rectificatives, et le Fournisseur exécutera ces Commandes Rectificatives. Si une quelconque Commande Rectificative entraîne une augmentation ou une baisse du coût, ou du délai nécessaire pour la livraison des Fournitures ou l'exécution des Services, un ajustement équitable du prix d'achat et/ou du délai de Livraison sera effectué par écrit. Le Fournisseur sera réputé avoir renoncé à tout ajustement en vertu du présent Article passé un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la réception de la Commande Rectificative par le Fournisseur. Les Commandes Rectificatives demandées par le Fournisseur ne prennent effet qu'après la confirmation écrite du Client.

3.5 Le Fournisseur ne doit pas suspendre la Livraison des Fournitures ou la réalisation des Services. Le Fournisseur est entièrement et exclusivement responsable de tout accident du travail survenant ou maladie professionnelle survenue dont ses employés et ses sous-traitants ont été victimes dans le cadre de la réalisation des Fournitures et/ou Services.

3.6 Le Fournisseur est seul et unique responsable de toute réclamation et/ou de tout procès intenté par ses employés et/ou sous-traitants, et doit, sans aucune limitation, défendre, garantir le Client (et toutes les Filiales du Client concernées) et l'indemniser en cas de réclamation, poursuite, action en justice, amende, perte, frais, dommages-intérêts découlant de ou liés à ces réclamations et/ou poursuites en justice, et en cas de non-respect des lois, règlements, codes de pratique, directives et autres exigences de tout gouvernement ou agence gouvernementale applicables au Fournisseur, à ses employés ou à ses sous-traitants. Le Fournisseur s'engage à comparaître devant un tribunal à ses frais à la demande du Client, en assumant son statut de seul et unique employeur, et s'engage à fournir au Client (et/ou toute Filiale du Client désignée) toute la documentation et les informations nécessaires afin d'assurer la défense juridique nécessaire du Client ou des Filiales devant le tribunal.

3.7 Le Client est autorisé à effectuer ou obtenir les paiements dus aux employés et sous-traitants du Fournisseur exécutant les Services ou livrant les Fournitures en vertu du présent Contrat, ceci afin d'éviter les poursuites, hypothèques ou privilèges. Ces paiements seront effectués en déduisant les créances ou autres sommes dues sous quelque forme que ce soit par le Fournisseur. Le Fournisseur fournira au Client toute l'assistance demandée concernant ces paiements et indemnisera et garantira de tout recours le Client et ses Filiales pour tout paiement effectué.

4. PAIEMENT, FACTURATION

4.1 En contrepartie des Fournitures livrées et/ou des Services fournis par le Fournisseur conformément au présent Contrat, le Client doit payer au Fournisseur le prix d'achat indiqué dans le Contrat, sous réserve que la facture réponde aux exigences définies par le Client. Le paiement doit être effectué dans le pays dans lequel le Fournisseur est enregistré, sur un compte bancaire au nom du Fournisseur. Le prix comprend tous les frais et taxes (autres que la TVA ou tout équivalent) et tous les coûts de fabrication, de traitement, d'entreposage et d'emballage (y compris le retour de tout emballage à retourner) des Fournitures.

4.2 Le Fournisseur doit émettre des factures sous un format vérifiable conformes aux lois en vigueur et aux principes de comptabilité généralement admis ainsi qu'aux exigences spécifiques du Client. Ces factures comportent au minimum les informations suivantes :

nom du Fournisseur, son adresse et son contact de référence, y compris ses coordonnées ; date de la facture ; numéro de facture ; numéro de Commande et numéro du Fournisseur ; adresse du Client ; quantité ; spécifications des Fournitures et/ou Services ; prix (montant total facturé) ; devise ; montant de la taxe ou de la TVA ; taxes ou numéro de TVA ; numéro d'opérateur économique agréé et/ou numéro d'exportateur agréé et/ou tout autre numéro d'identification de douane, le cas échéant ; modalités de paiement convenues. Le Fournisseur indiquera le numéro de la Commande sur toutes les factures (en particulier, mais sans s'y limiter, les factures commerciales, pro forma ou douanières).

4.3 Les factures doivent être envoyées à l'adresse de facturation indiquée dans le Contrat (ou comme convenu avec le Client).

4.4 Le Client règlera la facture conformément aux conditions de paiement convenues au Contrat.

4.5 Le Client remboursera les dépenses à prix coûtant sous réserve d'un accord écrit.

4.6 Les Services facturés sur la base des taux horaires nécessitent une confirmation écrite des feuilles de temps du Fournisseur par le Client. Le Fournisseur présentera ces feuilles de temps au Client pour confirmation conformément aux instructions du Client, mais au plus tard avec toute facture en lien avec celles-ci. La confirmation des feuilles de temps ne peut être considérée comme une acceptation de réclamations. Le Client n'est pas tenu de régler les factures basées sur les feuilles de temps n'ayant pas été confirmées par écrit par le Client.

4.7 Le Client se réserve le droit de refuser ou de retarder son paiement pour les Fournitures et/ou Services n'ayant pas été fournis conformément au présent Contrat.

4.8 En cas de retard de paiement ou de prolongation d'échéance, il sera appliqué conformément à la loi à titre de pénalité, une majoration du montant des créances égale à trois fois le taux d'intérêt légal. De même, en cas de retard de paiement ou de paiement partiel, une somme forfaitaire de 40 euros est exigible de plein droit à compter du premier jour de retard. Le Fournisseur reconnaît et accepte que le présent Article 4.8 lui offre un recours substantiel en cas de retard de paiement des sommes dues au titre d'un Contrat.

5. LIVRAISON, EXÉCUTION DES SERVICES

5.1 Sauf spécification contraire dans le Contrat, les Fournitures doivent être livrées conformément aux INCOTERMS 2020 FCA au Lieu de Livraison.

5.2 Les Services sont fournis au Lieu de Livraison.

5.3 Le Fournisseur doit fournir, au plus tard au moment de l'acceptation

du Contrat, a minima les informations suivantes : nombre de colis et contenu, numéros de tarif douanier ou pays de provenance et pays d'origine pour toutes les Fournitures.

5.4 Les Fournitures doivent être livrées et les Services fournis pendant les heures d'ouverture du Client (ou ceux du Lieu de Livraison concerné), sauf instruction contraire du Client.

5.5 Lors de la Livraison, le Fournisseur (ou son transporteur désigné) doit fournir au Client (ou, si nécessaire, toute Filiale du Client désignée sur le Lieu de Livraison) un bon de livraison et tout autre document d'exportation ou d'importation nécessaire qui ne serait pas mentionné à l'Article 5.3. Si le Client a accepté une livraison partielle, le bordereau de cette livraison doit également faire apparaître le solde de la commande.

5.6 Le droit de propriété des Fournitures est transféré au Client lors de la Livraison. Dans la mesure où les Fournitures contiennent des Logiciels Intégrés, le droit de propriété de ces Logiciels Intégrés n'est pas transféré au Client ; toutefois le Fournisseur accordera, ou, le cas échéant, veillera à ce que propriétaire tiers accorde au Client et à tous les utilisateurs une licence mondiale, irrévocable, perpétuelle, transférable, non exclusive et libre de redevances permettant d'utiliser les Logiciels Intégrés en tant que partie intégrante de ces Fournitures et/ou pour la maintenance de ces dernières. Afin d'éviter toute ambiguïté, le Fournisseur n'aura aucun droit de réserve de propriété et transmettra le titre de propriété des Fournitures, libre de tout privilège ou de toute charge (mais le transfert du titre et de la propriété des Fournitures au Client ne libèrera pas le Client de son obligation de payer pour ces Fournitures, conformément aux conditions du Contrat).

6. ACCEPTATION

6.1 La Livraison des Fournitures ou la réalisation des Services ne doivent pas être considérées comme valant réception de ces Fournitures ou Services par le Client. Le Client (ou sa Filiale désignée sur le Lieu de Livraison) dispose d'un délai raisonnable afin d'inspecter ou de tester les Fournitures et/ou Services et de signaler tout défaut au Fournisseur. Si un défaut des Fournitures et/ou Services n'est pas raisonnablement décelable lors de l'inspection, le Client (ou sa Filiale désignée sur le Lieu de Livraison) disposera d'un délai raisonnable afin de notifier ce défaut une fois celui-ci apparent et/ou afin de refuser les Fournitures et/ou Services.

6.2 Les Parties peuvent convenir d'une procédure de réception spécifique, auquel cas la réception sera soumise à la déclaration de réception écrite du Client (ou de la Filiale désignée par le Client). Le Fournisseur informe le Client (et sa Filiale concernée) à l'avance et par écrit dans un délai raisonnable lorsque les Fournitures et/ou Services sont prêts pour la réception.

6.3 Le Client peut utiliser tout recours défini dans le Contrat pour toutes les Fournitures ou tous les Services rejetés.

7. RETARDS

7.1 Le Fournisseur livrera les Fournitures conformément à la date et l'heure, et au moins conformément aux délais, indiquées dans le Contrat. En cas de non-respect des dates convenues pour la Livraison des Fournitures ou la réalisation des Services, le Client peut :

7.1.1 résilier le Contrat en tout ou partie ;

7.1.2 refuser toute autre livraison de Fournitures ou réalisation de Services ;

7.1.3 réclamer au Fournisseur le remboursement des frais pris en charge par le Client (ou toute Filiale du Client concernée) en lien avec l'obtention des Fournitures et/ou Services de substitution auprès d'un autre fournisseur ;

7.1.4 réclamer des dommages-intérêts pour les coûts, pertes, frais et pénalités de retard encourus par le Client (ou par toute Filiale du Client affectée) imputables au retard du Fournisseur ; et

7.1.5 réclamer des dommages-intérêts comme convenu dans le Contrat ;

et il est convenu que le Client peut choisir un ou plusieurs de ces recours, et que le recouvrement des coûts ou des dommages-intérêts en vertu de l'un des Articles 7.3 à 7.5 n'empêche pas le Client de récupérer d'autres coûts ou dommages-intérêts en vertu du reste du présent Article 7.

8. GARANTIES ET RECOURS

8.1 Le Fournisseur garantit que les Fournitures et/ou Services sont conformes au Contrat, y compris, mais sans s'y limiter, aux responsabilités du Fournisseur définies à l'Article 3.1.

8.2 Le Fournisseur garantit que les Fournitures sont neuves et non utilisés à la date de Livraison et qu'elles restent exemptes de tout défaut au cours de la période de garantie.

8.3 La période de garantie est de vingt-quatre (24) mois à compter de la Livraison, ou telle qu'indiquée dans le Contrat.

8.4 En cas de manquement à une obligation de garantie à laquelle il n'est pas remédié dans les quarante-huit (48) heures à compter de la notification du Client, ou en cas de toute autre violation du présent Contrat, le Client est en droit d'utiliser un ou tous les recours suivants à sa discrétion et aux frais du Fournisseur :

8.4.1 donner au Fournisseur la possibilité d'effectuer les travaux supplémentaires nécessaires afin de s'assurer que le Contrat est exécuté ;

8.4.2 demander au Fournisseur de réparer ou de remplacer rapidement des Fournitures et/ou des Services défectueux ;

8.4.3 effectuer (ou donner instruction à un tiers d'effectuer) tous travaux supplémentaires nécessaires afin de rendre les Fournitures et/ou Services conformes au Contrat ;

8.4.4 refuser toutes les autres Fournitures et/ou Services ;

8.4.5 demander au Fournisseur d'indemniser et de garantir le Client (et toute Filiale du Client concernée) contre les dommages pouvant avoir été causés par le Client (ou toute Filiale du Client concernée) en raison de la violation du Contrat par le Fournisseur ;

8.4.6 résilier le Contrat par notification écrite, et dans ce cas :

8.4.6.1 le Client n'a aucune obligation de payer le Fournisseur (y compris le paiement des Fournitures et/ou Services qui ont été refusés) ; et

8.4.6.2 à la demande du Client, le Fournisseur doit rembourser au Client les sommes perçues et reprendre les Fournitures à ses frais et risques ; et

8.4.6.3 le Client peut se procurer des Fournitures et/ou des Services de remplacement équivalents auprès d'un autre fournisseur (les coûts supplémentaires engendrés par cette opération étant à la charge du Fournisseur).

8.5 En cas de manquement à une obligation de garantie, toute la période de garantie sera applicable à nouveau pour les Fournitures/Services défectueux à compter de la date à laquelle les défauts ont été corrigés à la satisfaction du Client.

8.6 Les droits et recours disponibles pour le Client en vertu du présent Contrat sont cumulatifs et non exclusifs des droits et recours prévus par la loi ou en équité.

9. DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Sous réserve de l'Article 9.2, le Fournisseur accorde au Client et à ses Filiales, ou s'engage à faire en sorte que soit accordée au Client et à ses Filiales une licence mondiale, irrévocable, transférable, sous-licenciable, non exclusive et libre de redevances lui permettant d'utiliser les Droits de Propriété Intellectuelle relatifs aux Fournitures, et notamment aux Logiciels Intégrés, le cas échéant.

9.2 Par le présent, le Fournisseur cède au Client (ou cédera à la Filiale désignée par le Client) les droits de pleine propriété relatifs aux Droits de Propriété Intellectuelle sur les Fournitures résultant des Services. En outre, le Fournisseur accepte, à la demande du Client et à ses frais, de prendre toutes les autres mesures nécessaires pour compléter les droits de propriété du Client (ou ceux de sa Filiale concernée) relatifs aux Droits de Propriété Intellectuelle.

9.3 Les Droits de Propriété Intellectuelle relatifs aux Fournitures développés par le Fournisseur ou acquis sous licence par le Fournisseur avant la conclusion d'un Contrat ou en dehors du cadre d'un Contrat (DPI préexistants) restent la propriété du Fournisseur (ou de leur propriétaire tiers). Dans la mesure où les DPI préexistants sont intégrés dans des Fournitures résultant des Services, le Fournisseur accorde au Client et à ses Filiales, ou s'engage à faire en sorte que le propriétaire tiers accorde au Client et à ses Filiales une licence mondiale, irrévocable, transférable, sous-licenciable, non exclusive et libre de redevances leur permettant d'utiliser les DPI préexistants en lien avec ces Fournitures, et leur permettant notamment d'améliorer, de

développer, de commercialiser, de distribuer, d'accorder des sous-licences ou d'utiliser ces DPI préexistants.

9.4 Le Fournisseur doit indiquer par écrit et avant la Livraison tous les logiciels open source contenus ou utilisés dans les Logiciels Intégrés, le cas échéant, et demander l'approbation écrite du Client. Le Fournisseur accepte de remplacer à ses frais tous les composants logiciels open source rejetés par le Client par un logiciel de qualité et de fonctionnalités au moins équivalentes.

9.5 En cas de réclamation faite à l'encontre du Client (ou toute Filiale du Client) selon laquelle les Fournitures et/ou Services portent atteinte aux Droits de Propriété Intellectuelle d'un tiers, le Fournisseur doit, à ses frais, mais à la discrétion du Client : (i) procurer au Client, à ses Filiales et aux clients du Client, le cas échéant, le droit de continuer à utiliser les Fournitures et/ou Services ;
(ii) modifier les Fournitures et/ou Services afin qu'ils cessent d'enfreindre ces droits ; ou
(iii) remplacer les Fournitures et/ou Services par des équivalents ne portant atteinte à aucun droit. À défaut, le Client est en droit de résilier le présent Contrat et de réclamer au Fournisseur toutes les sommes que le Client ou ses Filiales ont versées en vertu des dispositions ci-dessus.

10. DISPOSITIONS RELATIVES À L'INTÉGRITÉ

10.1 Les deux Parties se conforment à toutes les Lois sur l'intégrité dans le cadre du Contrat et veillent à ce que leurs employés, administrateurs, dirigeants et Filiales respectifs ou les tiers engagés d'une manière ou d'une autre dans le cadre du Contrat s'engagent à se conformer à toutes les Lois sur l'intégrité et aux exigences énoncées dans le présent Article dans le cadre du Contrat. Les deux Parties confirment qu'elles n'ont pas violé, ne violeront pas et ne feront pas en sorte que l'autre partie viole toute Loi sur l'intégrité applicable dans le cadre du présent Contrat.

10.2 Le Fournisseur a examiné, comprend et accepte de remplir ses obligations contractuelles conformément aux principes énoncés dans le Code de conduite ABB et le Code de conduite des Fournisseurs d'ABB. Le Fournisseur est informé par les présentes, et informera ses employés, dirigeants, administrateurs, Filiales et tiers engagés dans le cadre du Contrat, des lignes d'alerte de SIB suivantes, où toute violation suspectée ou observée des Lois sur l'intégrité applicables, du Code de conduite de SIB, du Code de conduite du Fournisseur de SIB, des présentes Dispositions relatives à l'intégrité ou de règles applicables similaires peut être signalée, y compris de manière anonyme (lorsque la loi le permet) :

Portail web : www.abb.com/integrity

Courriel : ABB Ltd, Legal & Integrity, Affolternstrasse 44, 8050 Zurich, Suisse

10.3 Le Fournisseur reconnaît qu'il sera soumis aux processus de gestion du risque d'intégrité applicables du Client, y compris la diligence raisonnable le cas échéant. Le Fournisseur s'engage et accepte la responsabilité de mener un niveau approprié de diligence raisonnable à l'égard de ses Filiales et des tiers engagés par le Fournisseur dans le cadre du présent Contrat et de veiller à ce que les Filiales et les tiers prennent des dispositions d'intégrité appropriées qui sont matériellement égales au présent Article

10.4. Le Fournisseur informe le Client en temps utile de toute modification importante des informations fournies dans le cadre des procédures d'intégration ou des processus de diligence raisonnable du Client. Le Fournisseur doit fournir au Client, sur demande, toutes les informations supplémentaires ou les attestations de conformité requises. À la demande du Client, le Fournisseur s'assure et certifie que ses employés, dirigeants, administrateurs, Filiales ou tiers engagés dans le cadre du présent Contrat ont suivi une formation de sensibilisation au risque d'intégrité conforme aux normes de l'industrie.

10.5 Chaque Partie déclare et garantit que ni elle, ni aucun de leurs administrateurs ou dirigeants respectifs ne sont des personnes soumises à des restrictions. Chaque Partie convient qu'elle notifiera sans délai à l'autre Partie si elle devient une Partie restreinte.

10.6 Le Fournisseur est responsable, à ses propres frais, du respect de toutes les lois applicables en matière d'exportation et de l'obtention de toutes les autorisations douanières nécessaires à l'importation. Sauf instruction contraire, le Fournisseur obtiendra, à ses frais, toutes les licences d'exportation et tous les autres agréments ou autorisations requis en vertu des Lois sur le contrôle du commerce applicables et fournira au Client une notification écrite de ces licences, agréments ou autorisations, ainsi que de toutes les conditions applicables.

10.7 Le Fournisseur s'engage à fournir au Client une notification écrite indiquant si les Fournitures et/ou les Logiciels Intégrés sont soumis à des contrôles à l'exportation. En particulier, le Fournisseur informera le Client si les Fournitures ou le Logiciel Intégré sont soumis à la Réglementation américaine sur l'administration des exportations (« EAR ») ou à la Réglementation américaine sur le trafic d'armes (« ITAR »). En outre, le Fournisseur doit fournir au Client tous les codes de la Liste tarifaire harmonisée, les numéros de classification de contrôle des exportations, le(s) certificat(s) de pays d'origine, le nom du fabricant, la qualification de l'accord de libre-échange et le numéro du Chemical Abstract Service, les fiches de données de sécurité (FDS), le cas échéant, et toutes les modifications ultérieures qui y sont apportées, pour toutes les Fournitures et/ou Logiciels Intégrés fournis dans le cadre du présent Contrat. Sur demande, le Fournisseur s'engage à fournir au Client toutes les informations pertinentes nécessaires à la vérification des numéros de tarif douanier.

10.8 Le Fournisseur confirme qu'aucune fourniture, matériel, pièce, équipement, service, technologie, donnée technique ou logiciel inclus, incorporé ou fourni dans le cadre du Contrat ne provient de Cuba, de l'Iran, de la Corée du Nord, de la Syrie, de la Russie, de la Biélorussie et des régions de Crimée, Donetsk, Kherson, Zaporizhzhia et Luhansk de l'Ukraine (cette liste peut être modifiée par le Client de temps à autre), ou n'est transbordé par ces pays. En outre, le Fournisseur ne prendra aucune mesure, ne fournira aucune information et ne fera aucune demande qui pourrait être signalée ou entraîner une violation de la loi ou une pénalité pour le Client ou l'une de ses Filiales en vertu des lois et réglementations anti-boycott applicables.

10.9 Pendant toute la durée du Contrat et pendant une période de cinq (5) ans à compter de l'achèvement du présent Contrat, le Fournisseur tient des Registres complets et exacts. Le Client et ses représentants autorisés ont le droit d'accéder et d'auditer, y compris d'obtenir des copies ou des extraits des Registres, y compris, mais sans s'y limiter, ceux conservés par le Fournisseur, ses employés, agents, ayants droit, Filiales, successeurs ou tiers engagés dans le cadre du Contrat. Ces Registres sont mis à la disposition du Client pendant les heures normales d'ouverture des bureaux du Fournisseur ou de tout autre établissement, sous réserve d'un préavis écrit de trois (3) jours de la part du Client. Si les données vérifiées comprennent des informations commercialement sensibles du Fournisseur ou d'autres tiers, ces données ne seront mises à la disposition que des membres de l'équipe d'intégrité du Client qui ne sont pas impliqués dans les opérations quotidiennes d'une entreprise concurrente du Fournisseur ou d'un auditeur tiers indépendant, s'il a été désigné par le Client aux fins de l'audit. Ces informations commercialement sensibles seront considérées par le Client comme des informations confidentielles du Fournisseur, qui ne doivent pas être divulguées sans l'accord du Fournisseur.

10.10 Le Fournisseur doit immédiatement informer le Client par écrit de toute violation potentielle ou réelle des Lois sur l'intégrité applicables, du Code de conduite des fournisseurs de SIB ou du présent Article sur l'intégrité par le Fournisseur, ses Filiales ou tout tiers engagé par le Fournisseur dans le cadre du Contrat.

Dans le cas d'une telle notification ou dans le cas où le Client a des raisons de croire qu'une violation potentielle ou éventuelle s'est produite, le Fournisseur doit se conformer aux demandes d'information du Client concernant la violation, y compris la mise à disposition de ses Registres, employés, dirigeants, administrateurs et toute Filiale ou tiers engagé dans le cadre du Contrat pour tout audit, enquête ou investigation que le Client juge nécessaire et en conformité avec l'Article 10.9 ci-dessus. Le Client peut suspendre les paiements jusqu'à ce qu'il ait reçu la confirmation, à sa satisfaction, qu'aucune violation ne s'est produite ou ne se produira. Le Client n'est pas responsable envers le Fournisseur des réclamations, pertes ou dommages, quels qu'ils soient, liés à sa décision de suspendre ou de retenir des paiements en vertu de la présente disposition.

10.11 Le Fournisseur et ses sous-traitants doivent se conformer aux Listes de Substances faisant l'objet d'Interdictions et de Restrictions de SIB et déclarer au Client (et/ou toute Filiale du Client opérant sur le Lieu de Livraison concerné) les substances contenues dans les Fournitures. Le Fournisseur doit aussi respecter les rapports et autres exigences concernant les Conflits de Minéraux disponibles à l'adresse **www.abb.com - Supplying - Material Compliance - ABB Policy and Supplier Requirements** ou autre, et doit fournir au Client (et toute Filiale du Client concernée) les documents, certificats et déclarations nécessaires. Toute déclaration faite par le Fournisseur au Client (directement ou indirectement) concernant les matériaux utilisés pour ou en relation avec les Fournitures et/ou les Services sera considérée comme une déclaration faite dans le cadre du présent Contrat.

11. CONFIDENTIALITÉ, SÉCURITÉ DES DONNÉES, PROTECTION DES DONNÉES

11.1 Le Fournisseur doit conserver dans la plus stricte confidentialité toutes les Données Client et toute autre information concernant les activités du Client ou de ses Filiales, leurs produits et/ou leurs technologies que le Fournisseur obtient pour les Fournitures à livrer et/ou les Services à réaliser (que ce soit avant ou après l'acceptation du Contrat). Le Fournisseur limitera la divulgation de ces éléments confidentiels à ses employés, agents ou sous-traitants ou autres tiers ayant besoin de les connaître afin de livrer les Fournitures au Client et/ou réaliser les Services. Le Fournisseur veillera à ce que ces employés, agents, sous-traitants ou autres tiers soient soumis et se conforment aux mêmes obligations de confidentialité que le Fournisseur et sera responsable de toute divulgation non autorisée.

11.2 Le Fournisseur mettra en œuvre toutes les mesures de protection appropriées adaptées à chaque type de Données Client contre les accès ou la divulgation non autorisés des Données Client et doit protéger ces Données Client conformément aux normes de protection applicables dans l'industrie concernée et la directive européenne NIS2 si applicable, ou de la même manière et au même degré qu'il protège ses propres informations confidentielles et exclusives - selon la meilleure protection. Le Fournisseur peut divulguer des informations confidentielles aux Autres Destinataires Autorisés (c'est-à-dire les représentants autorisés du Fournisseur, et notamment les auditeurs, avocats, consultants et conseillers) à condition toutefois que (i) ces informations soient divulguées uniquement dans la mesure où elles doivent être connues, et où (ii) ces Autres Destinataires Autorisés signent avec le Fournisseur un accord de confidentialité aux modalités sensiblement identiques aux présentes ou, le cas échéant, dans la mesure où ils sont tenus de se conformer à des codes de déontologie garantissant la confidentialité de ces informations. Le Fournisseur doit se conformer et s'assurer que les Autres Destinataires Autorisés se conforment à toutes les procédures de sécurité, programme ou norme fournie à tout moment au Fournisseur par le Client ou par l'une de ses Filiales, et en particulier avec les exigences « ABB Cyber Security Requirements for Suppliers » disponibles sous www.abb.com/Supplying/Cybersecu rity, ou celles définies dans le cadre du Contrat.

11.3 Le Fournisseur ne doit pas (i) utiliser les Données Client à d'autres fins que pour la réalisation des Fournitures et/ou Services, ou (ii) reproduire les Données Client, en tout ou en partie, sous quelque forme que ce soit sauf dans la mesure où le Contrat l'autorise ou (iii) divulguer les Données Client à des tiers, à l'exception des Autres Destinataires Autorisés ou après avoir obtenu le consentement écrit du Client.

11.4 Le Fournisseur installera et mettra à jour à ses propres frais les logiciels antivirus adéquats et les correctifs de sécurité du système d'exploitation pour tous les ordinateurs et les logiciels utilisés dans le cadre de la réalisation des Fournitures et/ou Services.

11.5 Le Fournisseur informera le Client (et toute Filiale du Client concernée) sans délai de tout soupçon de violation de la sécurité des données ou de tout incident ou irrégularité grave concernant les Données Client.

11.6 Le Fournisseur accepte que le Client (et toute Filiale du Client concernée) puisse être autorisé à transmettre toute information reçue auprès du Fournisseur à d'autres Filiales du Client et aux tiers.

11.7 **Protection des Données Personnelles**

11.7.1 Dans le cas où le Client serait amené à divulguer au Fournisseur des Données Personnelles, le Fournisseur devra observer toutes les dispositions prévues dans la législation et la réglementation en vigueur en matière de protection des données.

11.7.2 Le Fournisseur mettra en œuvre tous les moyens physiques, techniques et organisationnels adaptés afin d'assurer un niveau de sécurité adéquat des Données Personnelles face aux risques encourus, et devra être en mesure d'assurer de manière continue la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes et services de traitement des données.

11.7.3 Le Fournisseur utilisera tous les moyens nécessaires pour fournir la Déclaration de confidentialité Client applicable (Déclaration fournisseur ou contractant) mise à disposition sur **www.abb.com/Privacy Notices** à chacun de ses employés qui sera impliqué dans la livraison de Fournitures ou à la fourniture de Services pour le Client.

11.7.4 Le Fournisseur convient de ne pas refuser ou retarder son consentement à toute modification de cet Article 11 qui, selon le jugement raisonnable du Client et de ses Filiales, doit être effectué pour être conforme aux lois en vigueur et/ou avec les directives de toute autorité de surveillance compétente, et consent à les mettre en œuvre sans frais additionnel pour le Client.

11.7.5 Le Fournisseur reconnaît que le traitement des Données Personnelles en conformité avec le Contrat pourra nécessiter la conclusion d'accords supplémentaires relatifs au traitement ou à la protection des données avec le Client ou ses Filiales. Dans la mesure où ces accords additionnels ne sont pas conclus initialement comme faisant partie du Contrat, le Fournisseur, ses Filiales concernées ou sous-traitants devront rapidement sur demande du Client conclure de tels accord(s), tel que désigné par le Client et tel que requis par toute loi d'ordre public, toute autorité de protection des données ou tout autre autorité compétente.

12. RESPONSABILITÉ ET INDEMNISATION

12.1 Sans préjudice des lois d'ordre public applicables, le Fournisseur doit, sans aucune limitation, indemniser le Client, et toute Filiale du Client concernée et les garantir de tous recours en cas de responsabilités, dommages-intérêts, coûts, pertes ou dépenses encourus par le Client (ou une de ses Filiales) suite à une violation du Contrat par le Fournisseur et/ou toute Loi sur l'intégrité applicable dans le cadre du présent Contrat. Le Fournisseur doit, sans aucune limitation, indemniser le Client et chaque Filiale du Client concernée et les dégager de toute responsabilité en cas de réclamation faite par un tiers à l'encontre du Client (ou toute Filiale du Client) en lien avec les Fournitures et/ou Services, y compris mais sans limitation, en cas de revendication selon laquelle ces Fournitures et/ou Services portent atteinte aux Droits de Propriété Intellectuelle d'un tiers. À la demande du Client, le Fournisseur défendra le Client (ou toute Filiale du Client concernée) contre les réclamations de tiers.

12.2 Le Fournisseur est responsable du contrôle et de la gestion de l'ensemble de ses employés, fournisseurs et/ou sous-traitants, et il est responsable de leurs actes ou omissions comme s'il s'agissait d'actes ou d'omissions de son propre fait. Le Fournisseur doit maintenir en vigueur (et en fournira une preuve sur demande) une assurance de responsabilité civile et une assurance obligatoire d'indemnisation en cas d'accident de travail/d'employeur souscrites auprès d'assureurs réputés et financièrement solvables, ce qui toutefois ne dégagera pas le Fournisseur de toute responsabilité envers le Client (ou ses Filiales). Le montant assuré ne peut être considéré comme une limitation de responsabilité.

12.3 Le Client se réserve le droit de compenser toute créance au titre d'un Contrat avec tout montant dû au Fournisseur.

13. RÉSILIATION

13.1 Le Client peut pour des raisons de convenance résilier le présent Contrat en tout ou en partie en remettant au Fournisseur un préavis écrit de trente (30) jours calendaires. Dans ce cas, le Client doit payer au Fournisseur la valeur des Fournitures et/ou Services fournis (à condition que ces Fournitures et/ou Services soient par ailleurs conformes au Contrat) non encore réglés ainsi que les frais directs engagés par le Fournisseur sur justificatif pour les Fournitures et/ou les Services non fournis, le montant total ne pouvant en aucun cas dépasser le prix des

Fournitures et/ou

Services convenus dans le cadre du présent Contrat. Aucun autre dédommagement ne sera dû au Fournisseur.

13.2 En cas de violation du Contrat par le Fournisseur, le Client a le droit de résilier le Contrat conformément à l'Article 8.4.6.

13.3 Le Client peut résilier le Contrat avec effet immédiat par notification écrite dans le cas où (i) une ordonnance provisoire est demandée ou faite, si un arrangement volontaire est approuvé, une demande de dépôt de bilan est déposée ou si un jugement de faillite a été prononcé contre le Fournisseur ; ou (ii) toute circonstance autorise le tribunal ou un créancier à désigner un séquestre ou un administrateur ou à rendre un jugement de liquidation ; ou (iii) toute autre action similaire est prise à l'encontre du Fournisseur ou par le Fournisseur en raison de son insolvabilité ou suite à ses dettes ; (v) l'exécution par le Client de l'une quelconque de ses obligations au titre des présentes devient illégale ou impossible en raison de Lois sur le contrôle du commerce émises ou modifiées après la date du présent Contrat et/ou du fait que le Fournisseur devient une Personne restreinte ; ou (vi) toute violation effective ou imminente des Lois sur l'intégrité applicables ou toute autre violation des dispositions relatives à l'intégrité au titre des présentes. Toute demande de paiement par le Fournisseur résultant des points (v) ou (vi) ci-dessus, y compris les demandes pour des services déjà rendus, sera soit suspendue jusqu'à ce que le Client soit en mesure de remplir légalement cette obligation, soit automatiquement résiliée et annulée, et tous les paiements effectués précédemment seront rapidement remboursés au Client dans la mesure permise par les lois applicables. Le Client ne sera pas responsable envers le Fournisseur des coûts, dépenses ou dommages associés à une telle suspension ou résiliation du Contrat. Cette résiliation interviendrait sans préjudice de tous les droits de recours qui pourraient être exercés par le Client.

13.4 Suite à la résiliation, le Fournisseur rendra immédiatement à ses frais au Client (ou sa Filiale) tous les biens du Client ou de sa Filiale en sa possession (y compris les Données Client, la documentation et le transfert des Droits de Propriété Intellectuelle) et fournira au Client (ou à sa Filiale) une documentation complète concernant les Fournitures et/ou Services fournis.

14. FORCE MAJEURE

14.1 Ni l'une ni l'autre des Parties (ni aucune Filiale du Client recevant les Fournitures et/ou Services) ne peut être tenue responsable de tout retard ou manquement à ses obligations en vertu du Contrat si ce retard ou ce manquement résulte d'un cas de force majeure. Le terme « **Force majeure** » désigne un événement imprévisible par la Partie affectée (ou par la Filiale du Client) à la date d'exécution du présent Contrat, inévitable et échappant au contrôle raisonnable de la Partie affectée (ou par la Filiale du Client), sous réserve qu'elle ne puisse pas surmonter cet événement malgré tous ses efforts raisonnables, et qu'elle informe l'autre Partie (et, dans le cas où le Fournisseur est affecté, à toute Filiale du Client concernée) de ce cas de force majeure dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de sa survenance.

14.2 Si un cas de Force Majeure dépasse trente (30) jours calendaires, chacune des Parties peut résilier le Contrat sans délai au moyen d'une notification écrite, sans que sa responsabilité soit engagée. Chacune des Parties s'engage à déployer des efforts raisonnables afin de minimiser les conséquences du cas de Force Majeure.

15. CESSION ET SOUS-TRAITANCE

15.1 Le Fournisseur ne peut ni céder, ni faire de novation, ni transférer, ni grever, ni sous-traiter le Contrat, ou des parties de celui-ci (y compris les créances monétaires du Client), ni engager un tiers pour exécuter une partie des obligations du Fournisseur au titre du Contrat sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Client.

15.2 À la demande du Client, le Fournisseur doit fournir au Client toutes les informations demandées concernant les Filiales ou les tiers engagés par le Fournisseur dans le cadre du présent Contrat. Le Client, selon son appréciation raisonnable, a le droit de refuser ou de demander le remplacement ou la résiliation immédiate de tout tiers.

15.3 Le Client peut céder, faire une novation, transférer, sous-traiter ou disposer de toute autre manière du Contrat, ou de parties de celui-ci, à tout moment et à plus d'une occasion, avec ses Filiales ou avec tout ayant droit ou titulaire qui acquière une partie du business des sociétés du Groupe du Client à laquelle le Contrat se rapporte (et ce cessionnaire peut faire de même).

16. NOTIFICATIONS

16.1 Toute notification doit être remise dûment signée par courrier recommandé, courrier simple, fax ou par messagerie électronique à l'adresse de la Partie concernée comme indiqué dans le présent Contrat et/ou à toute autre adresse ayant été communiquée par écrit par la Partie concernée (y compris les Filiales du Client opérant dans les Lieux de Livraison appropriés). Les notifications envoyées par messagerie électronique et par fax nécessitent une confirmation écrite de la Partie destinataire. La réponse, la correspondance, les informations ou les documents du Fournisseur en lien avec le présent Contrat doivent être fournis dans la langue utilisée dans le présent Contrat.

17. RENONCIATION

17.1 Le fait de ne pas exécuter ou faire exécuter une quelconque disposition du présent Contrat ne vaut pas renonciation à cette disposition et n'altère pas le droit de faire valoir ultérieurement cette disposition ou toute autre disposition contenue dans les présentes.

18. DROIT APPLICABLE ET RÉSOLUTION DES LITIGES

18.1 Le Contrat est régi par les lois du pays (et/ou de l'État, selon le cas) dans lequel le Client est immatriculé, à l'exclusion toutefois des règles relatives au conflit de lois et de la Convention des Nations unies sur la vente internationale de marchandises.

18.2 Si le Client et le Fournisseur sont immatriculés dans le même pays, tout litige en lien avec le Contrat ne pouvant être réglé à l'amiable sera soumis à la résolution de la compétence des tribunaux civils de Paris.

18.3 Si le Client et le Fournisseur sont immatriculés dans des pays différents, tout litige survenant en lien avec le Contrat ne pouvant être réglé à l'amiable sera définitivement réglé conformément au Règlement de Conciliation et d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale par un arbitre nommé conformément audit règlement. Le lieu de l'arbitrage sera le lieu où le Client est immatriculé. La langue de la procédure et de la sentence sera l'anglais.

19. DISSOCIATION DES ARTICLES

19.1 La nullité ou le caractère inapplicable d'un quelconque Article du Contrat ne nuiront pas à la validité ou à l'applicabilité des autres. Le Contrat s'appliquera de la même manière que si l'Article invalide avait été remplacé par un Article ayant un effet économique similaire.

20. MAINTIEN EN VIGUEUR

20.1 Les dispositions du Contrat qui sont formulées pour rester en vigueur après sa résiliation ou dont il est prévu de par leur nature ou leur contexte qu'elles continueront à s'appliquer après sa résiliation resteront en vigueur et de plein effet nonobstant sa résiliation.

20.2 Les obligations énoncées aux Articles 8 (Garanties et recours), 9 (Droits de Propriété Intellectuelle), 11 (Confidentialité, Sécurité des données, Protection des données) et 12 (Responsabilité et indemnisation) s'appliquent pour une période indéfinie et continuent à s'appliquer après l'expiration ou la résiliation du présent Contrat, qu'elle qu'en soit la raison.

21. INTÉGRALITÉ

21.1 Le Contrat (comprenant les présentes CGA de SIB) et tous les documents incorporés dans une commande ou un autre contrat (y compris par référence) constituent l'intégralité de l'accord entre les Parties et remplace tout accord antérieur entre elles en ce qui concerne leur objet.

21.2 En cas de contradiction entre les documents composant le Contrat, l'ordre de priorité suivant s'applique :

21.2.1 tout Contrat établi par le Client (dans la mesure où des déviations spécifiques par rapport aux CGA de SIB sont explicitement identifiées dans ce Contrat) ;

21.1.2 ces CGA de SIB ; et,

21.1.3 pour éviter tout doute, les termes et conditions énoncés ou mentionnés dans tout autre document ne s'appliquent pas et ne font pas partie du Contrat.

22. RELATION ENTRE LES PARTIES

22.1 La relation entre les Parties est celle de parties indépendantes sans lien de dépendance et aucune disposition du Contrat ne peut être interprétée comme faisant du Fournisseur un agent ou employé du Client (ou de toute Filiale du Client) de sorte qu'une quelconque forme de partenariat l'unisse au Client ou toute Filiale du Client, et le Fournisseur ne doit pas se présenter ou agir au nom du Client ou de ses Filiales.

22.2 Le Contrat n'implique aucune relation de travail entre le Client (ou toute Filiale du Client) et le Fournisseur, ou entre le Client (ou toute Filiale du Client) et les employés du Fournisseur chargés de l'exécution du Contrat. Le Client et ses Filiales sont dégagés de toute responsabilité relative au travail, à la sécurité sociale ou aux impôts se rapportant au Fournisseur et à ses employés chargés de l'exécution du Contrat.

23. SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

23.1 Les Parties reconnaissent que la signature électronique (par exemple Adobe Sign), appliquée par des personnes autorisées, est suffisante et contraignante pour tous les documents liés au Contrat, y compris, mais sans s'y limiter, les documents pour lesquels le Contrat exige la forme écrite ou qui doivent être signés par les Parties.

SIB GENERAL TERMS AND CONDITIONS

FOR PURCHASE OF GOODS AND/OR SERVICES (2025-1 STANDARD)

1. DEFINITIONS AND INTERPRETATION

1.1 The following terms have the following meanings:

SIB GTC: these SIB General Terms and Conditions for Purchase of Goods and/or Services (2024-1 Standard);

Applicable Integrity Laws:

(i) *Anti-bribery and anti-corruption laws*: including U.S. Foreign Corrupt Practices Act 1977 (as amended), UK Bribery Act 2010 (as amended), Sapin II Law No 2016-1691 and any other applicable laws, regulations and official governmental orders relating to anti-corruption, anti-bribery, anti-money laundering and anti-tax evasion in relevant jurisdictions.

(ii) *Sanctions and trade control laws and regulations*: any applicable laws, regulations, or administrative or regulatory decisions or guidelines adopted, maintained, or enforced by any Sanctions Agency on or after the date of this Contract that sanction, prohibit or restrict certain activities including direct or indirect transactions or dealings with certain countries, territories, regions, governments, projects, or specifically designated persons or entities, (collectively, "Trade Control Laws"); and

(iii) *Human rights and anti-modern slavery laws and international frameworks*: including The Universal Declaration of Human Rights, the UN Guiding Principles on Business and Human Rights, the OECD Guidelines for Multinational Enterprises, the ILO Core Conventions on Labor Standards, the UK Modern Slavery Act and other similar human rights, anti-human trafficking and anti-modern slavery laws, regulations and international frameworks.

Affiliate: any entity which directly or indirectly controls, is controlled by, or is under common control with a Party;

Contract: a written agreement and/or the Order for the purchase of Goods and/or Services by Customer from Supplier which shall incorporate by reference these SIB GTC, and any other documents submit- ted by Customer to form part thereof, such as but without limitation to any specifications (which shall include any Supplier specifications where Customer agrees to use, or places an Order relying on, such specifications);

Customer: the party ordering Goods and/or Services from Supplier;

Customer Data: any data or information, including Personal Data, acquired by Supplier in preparation of or during the fulfilment of the Contract, irrespective of whether such data or information relates to Customer, its Affiliates or their respective customers or suppliers;

Delivery: delivery of Goods by Supplier in accordance with Clause 5.1;

Delivery Location: Customer's nominated warehouse, factory or other premises for physical delivery of Goods and/or Services, which may be the premises of one of Customer's Affiliates (including such location as may be listed in any relevant price list) or third-party freight or logistics providers, or if no location is nominated, Customer's place of business;

Embedded Software: software necessary for operation of Goods, and embedded in and delivered as integral part of Goods;

Goods: the items to be delivered by Supplier in accordance with the Contract and/or all materials, documents, or other deliverables which are the result of Services provided by Supplier under the Contract in any form or media, including but without limitation to data, diagrams, drawings, reports and specifications;

Intellectual Property Rights: (a) patents, utility models, copyrights, database rights and rights in trademarks, trade names, designs, knowhow, and invention disclosures (whether registered or unregistered); (b) applications, reissues, confirmations, renewals, extensions, divisions or continuations for any of these rights; and (c) all other intellectual property rights and similar forms of worldwide protection;

Order: Customer's order issued to Supplier for the purchase of Goods and/or Services, including any purchase order issued electronically;

Party: Customer or Supplier, collectively the Parties;

Personal Data: any data or information of an identified or identifiable natural person;

Records: includes all books, accounts, and supporting or underlying documents and materials reflecting financial transactions and services related to any business conducted for or on behalf of Customer or its Affiliates;

Restricted Person: any entity or person included on a list (including U.S., EU, and Swiss lists) of targeted parties, blocked parties, or persons subject to asset-freezing or other restrictions introduced under any applicable Trade Control Laws (and includes any entity that is directly or indirectly owned fifty (50) percent or more, in the aggregate or individually, or otherwise controlled by any Restricted Person);

Sanctions Agency: any governmental or regulatory body, instrumentality, authority, institution, agency or court that promulgates or administers Trade Control Laws and has jurisdiction over the Contract, in addition to the governmental and regulatory bodies of (i) the United Nations, (ii) the United States of America (including the U.S. Department of Treasury Office of Foreign Assets Control, U.S. Department of State and U.S. Department of Commerce), (iii) the European Union (including Agence Française Anticorruption (AFA) and Direction Générale de la Sécurité Intérieure (DGSI) in France) or (iv) Switzerland;

Services: the services to be provided by Supplier in accordance with the Contract;

Supplier: the party providing the Goods and/or Services to Customer (or any Customer Affiliate at a relevant Delivery Location);

Variation Order: a change to the Order such as to alter, to amend, to omit, to add to, or otherwise to change the Order or any parts thereof.

1.2 References to clauses are references to clauses of the SIB GTC.

1.3 Headings are for convenience only and do not affect the interpretation of the SIB GTC.

2. APPLICATION

2.1 After negotiation between the Parties, the SIB GTC govern the Contract.

2.2 No terms or conditions delivered with or contained in Supplier's quotations, acknowledgements, acceptances, specifications, or similar documents will form part of the Contract, and Supplier waives any right which it might have to rely on such terms or conditions.

2.3 Supplier shall accept the Contract either expressly by written statement or impliedly by fulfilling the Contract in whole or in part.

2.4 Any amendments to the Contract must be agreed in writing.

3. SUPPLIER'S RESPONSIBILITIES

3.1 Supplier shall deliver the Goods and provide the Services:

3.1.1 in accordance with the applicable laws and regulations;

3.1.2 in accordance with the Contract (including by providing any necessary documentation) and all Customer instructions;

3.1.3 free from defects and from any rights of third parties; and

3.1.4 fit for any particular purpose specified in the Contract or, in absence thereof, fit for the purposes for which such Goods and/or Services would ordinarily be used.

3.2 Supplier shall ensure that the Goods are packed according to industry standards and any applicable laws and regulations, in a manner adequate to preserve and protect the Goods, and sufficient to enable safe unloading and inspection at the relevant Delivery Location.

3.3 When Customer (or a Customer Affiliate at a relevant Delivery Location) identifies quality related issues on the part of Supplier, Cus-

tomer (or Customer Affiliate) will notify Supplier thereof. Notwithstanding other remedies available to Customer under the Contract, Customer may instruct Supplier to undertake at Supplier's risk and expense an analysis into the root cause(s) of the quality related issues; such analysis being undertaken and reported to Customer within ten (10) calendar days of the notification of the quality related issue(s). Customer reserves the right to undertake an audit (carried out by Customer's nominated personnel, which may include third party experts or Customer Affiliate staff) of Supplier based on the results of the root cause analysis or where Supplier fails to comply with this Clause. Supplier shall also pro-actively advise Customer if it becomes aware of any quality related issues that may affect the Goods and/or Services, and the provisions of this Clause 3.3 shall otherwise apply as if the issue had been notified by Customer;

3.4 Customer may issue Variation Orders to Supplier, and Supplier shall carry out such Variation Orders. If any Variation Order causes an increase or decrease in the cost of, or the time required for the performance of, any Services or Goods, an equitable adjustment shall be made in the purchase price and/or Delivery schedule in writing. Any Supplier claim for adjustment under this Clause will be deemed waived unless asserted within thirty (30) calendar days from Supplier's receipt of the Variation Order. Variation Orders requested by Supplier only become effective after written confirmation by Customer.

3.5 Supplier must not suspend the Delivery of any Goods or the provision of any Services.

3.6 Supplier assumes full and exclusive responsibility for any occupational accident that occurs, or disease that affects, its employees and its subcontractors in relation to the provision of the Goods and/or Services.

3.7 Supplier is solely and exclusively responsible for any claims and/or lawsuits filed by its employees and/or subcontractors, and shall, without any limitations, defend, indemnify and hold Customer (and any relevant Customer Affiliate) harmless from and against any claim, proceeding, action, fine, loss, cost, damages and expenses arising out of or relating to any such claims and/or lawsuits, and any noncompliance with legislation, regulations, codes of practice, guidance and other requirements of any relevant government or governmental agency applicable to Supplier, its employees or subcontractors. Supplier undertakes to appear in court at its own cost if requested by Customer, acknowledging its status as sole and exclusive employer, and to provide Customer (and/or any relevant Customer Affiliate) with all requested documentation and information necessary to ensure proper legal defense of Customer or its Affiliates in court.

3.8 Customer is authorized to make, or procure the making of, any payments due to subcontractors providing Goods and/or Services under the Contract, in order to avoid lawsuits, liens or encumbrances. Such payments may be made through withholding Supplier's credits, offsetting or in any other way. Supplier shall provide any support requested by Customer with regard to such payments and indemnify and hold harmless Customer and its Affiliates for any payments made.

4. PAYMENT, INVOICING

4.1 In consideration of the Goods delivered and/or the Services provided by Supplier in accordance with the Contract, Customer shall pay to Supplier the purchase price stated in the Contract provided the in- voice fulfils the requirements defined by Customer. Payment shall be made in the country in which Supplier is registered, to a bank account in the name of Supplier. The price is inclusive of all fees and taxes (other than VAT or equivalent) and of all costs of manufacturing, pro- cessing, warehousing, and packaging (including returning any returnable packaging) of any Goods.

4.2 Supplier shall submit invoices in an auditable form, complying with applicable laws, generally accepted accounting principles and the specific Customer requirements, containing the following minimum information: Supplier name, address and reference person including contact details; invoice date; invoice number; Order number and Supplier number; address of Customer; quantity; specification of Goods and/or Services; price (total amount invoiced); currency; tax or VAT amount; tax or VAT number; Authorized Economic Operator and/or Approved Exporter Authorization number and/or other customs identification number, if applicable; payment terms as agreed. Supplier shall state the Order number on all invoices (but not limited to commercial, pro forma or customs invoices).

4.3 Invoices must be sent to the billing address specified in the Contract (or as otherwise agreed with Customer).

4.4 Customer shall pay the invoice in accordance with the payment terms agreed in the Contract.

4.5 Customer will reimburse expenses only at cost and to the extent agreed in writing.

4.6 Services charged based on hourly rates require written confirmation of Supplier's time sheets by Customer. Supplier shall submit such time sheets to Customer for confirmation as may be instructed by Customer but latest together with any related invoice. Confirmation of time sheets cannot be construed as acknowledgement of any claims. Customer is not obliged to pay invoices based on time sheets which are not con- firmed by Customer in writing.

4.7 Customer reserves the right to set off or withhold payment for Goods and/or Services not provided in accordance with the Contract.

4.8 In the event of late payment or maturity extension, it will be applied in accordance with the law as a penalty, an increase in the amount of receivables equal to three times the legal rate of interest. Similarly, in case of late payment or partial payment, a lump sum of 40 Euros is payable ipso jure from the first day of delay.Supplier acknowledges and agrees that this Clause 4.8 provides Supplier with a substantial remedy in respect of any late payment of sums due under any Contract.

5. DELIVERY, PERFORMANCE OF SERVICES

5.1 Unless agreed otherwise in the Contract, the Goods shall be delivered in accordance with INCOTERMS 2020 FCA, to the Delivery Lo- cation.

5.2 The Services shall be provided at the Delivery Location.

5.3 Supplier shall provide, no later than at the time of acceptance of the Contract, the following minimum information: number of packages and contents, the customs tariff numbers of the country of consignment, and the countries of origin for all Goods.

5.4 The Goods shall be delivered, and Services shall be provided, during Customer's business hours (or those of the requested Delivery Location) unless otherwise requested by Customer.

5.5 Upon Delivery, Supplier (or its appointed carrier) shall provide Customer (or, if requested, any nominated Customer Affiliate at the Delivery Location) a delivery note and any other required export and import documents not mentioned in Clause 5.3. If Customer has approved partial delivery, such delivery note shall also include the outstanding balance.

5.6 Ownership of the Goods passes to Customer at Delivery. To the extent that the Goods contain Embedded Software, ownership of such Embedded Software will not pass to Customer, but Supplier shall grant, or – as applicable – shall procure that the third party owner grants, Customer and all users a worldwide, irrevocable, perpetual, transferable, non-exclusive, royalty-free right to use the Embedded Software as integral part of such Goods and/or for servicing either of them. For the avoidance of doubt, Supplier shall have no rights of retention of title, and Supplier will convey good title to the Goods, free of any liens or encumbrances (but transfer of title and ownership in the Goods to Customer shall not release Customer from its obligation to pay for those Goods, in accordance with the terms of the Contract).

6. ACCEPTANCE

6.1 Delivery of Goods or provision of Services shall not be deemed to be acceptance of such Goods or Services by Customer. Customer (or its nominated Customer Affiliate at the Delivery Location) shall have reasonable time to inspect or test the Goods and/or Services and to report any defects to Supplier. If a defect in the Goods and/or Services was not reasonably detectable during the inspection, Customer (or its

nominated Customer Affiliate at the Delivery Location) shall have reasonable time to provide notice of such defect after it has become apparent and/or to reject the Goods and/or Services.

6.2 The Parties may agree on a certain acceptance procedure, in which case acceptance will be subject to Customer's written acceptance statement (or that of Customer's nominated Affiliate). Supplier shall inform Customer (and any relevant Customer Affiliate) in writing within a reasonable time in advance when the Goods and/or Services are ready for acceptance.

6.3 Customer may enforce any remedy defined in the Contract for any rejected Goods or Services.

7. DELAY

7.1 Supplier will deliver Goods in accordance with any date or time, and at least in accordance with any lead times, specified in the Contract. If the Delivery of Goods or the provision of Services does not comply with the agreed date(s), Customer may:

7.1.1 terminate the Contract in whole or in part;

7.1.2 refuse any subsequent delivery of the Goods or provision of the Services;

7.1.3 recover from Supplier any expenses reasonably incurred by Customer (or any affected Customer Affiliate) in obtaining the Goods and/or Services in substitution from another supplier;

7.1.4 claim damages for any cost, loss, expenses and liquidated damages incurred by Customer (or by any affected Customer Affiliate) which are attributable to Supplier's delay;

7.1.5 claim liquidated damages as agreed in the Contract;

and it is agreed that Customer may select one or more such remedies and recovering costs or damages under any of Clauses 7.3 to 7.5 shall not exclude Customer from recovering other costs or damages under the other parts of this Clause 7.

8. WARRANTY AND REMEDIES

8.1 Supplier warrants that the Goods and/or Services comply with the Contract, including but without limitation to Supplier's responsibilities as defined in Clause 3.1.

8.2 Supplier warrants that the Goods are new and unused at the date of Delivery and remain free from defects during the warranty period.

8.3 The warranty period is twenty-four (24) months from Delivery, or as otherwise set out in the Contract.

8.4 In case of breach of any warranty which is not remedied within forty-eight (48) hours from Customer's notification, or in case of any other breach of the Contract, Customer is entitled to enforce any or all of the following remedies at its discretion and at Supplier's expense:

8.4.1 to give Supplier an opportunity to carry out any additional work necessary to ensure that the Contract is fulfilled;

8.4.2 to require Supplier promptly to repair or replace the defective Goods and/or Services;

8.4.3 to carry out (or to instruct a third party to carry out) any additional work necessary to make the Goods and/or Services comply with the Contract;

8.4.4 to refuse any further Goods and/or Services;

8.4.5 to require Supplier to indemnify and hold harmless Customer (and any relevant Customer Affiliate) for such damages as may have been sustained by Customer (or any Customer Affiliate) as a result of Supplier's breach of the Contract;

8.4.6 to terminate the Contract upon written notice, and in such event:

8.4.6.1 Customer has no obligation to compensate Supplier (including paying for the Goods and/or Services which have been rejected); and

8.4.6.2 at Customer's option, Supplier shall pay back to Customer any remuneration received from Customer for the Goods and/or Services and take back the Goods at Supplier's own cost and risk; and

8.4.6.3 Customer may source equivalent replacement goods and/or services from an alternative supplier (with any incremental costs incurred in doing so being for Supplier's account).

8.5 In case of a breach of any warranty, the entire warranty period shall be restarted for the defective Goods/Services from the date the remediation is completed to Customer's satisfaction.

8.6 The rights and remedies available to Customer under the Contract are cumulative and are not exclusive of any rights or remedies available at law or in equity.

9. INTELLECTUAL PROPERTY RIGHTS

9.1 Subject to Clause 9.2, Supplier hereby grants Customer and its Affiliates, or undertakes to procure that Customer and its Affiliates are granted, a worldwide, irrevocable, transferable, sub-licensable, non-exclusive, royalty-free license to use the Intellectual Property Rights in the Goods, including Embedded Software, if any.

9.2 Supplier herewith assigns to Customer (or will assign to Customer's nominated Affiliate) full ownership rights in any Intellectual Property Rights in Goods resulting from the Services. Supplier further agrees, upon Customer's request and at its cost, to take all further steps necessary to perfect Customer's ownership (or that of its nominated Affiliate) to the Intellectual Property Rights.

9.3 Intellectual Property Rights in any Goods created by or licensed to Supplier prior or outside a Contract (Pre-Existing IPR) will remain vested in Supplier (or the third-party owner). To the extent that Pre-Existing IPR are embedded in any Goods resulting from the Services, Supplier grants, or undertakes to procure that the third party owner grants, Customer and its Affiliates a worldwide, irrevocable, transferable, sub-licensable, non-exclusive, royalty-free license to use the Pre-Existing IPR as part of such Goods, including the right to improve, develop, market, distribute, sublicense or otherwise use such Pre-Existing IPR.

9.4 Supplier must specify in writing and prior to Delivery all open-source software contained in or used by Embedded Software, if any, and request Customer's written approval. Supplier agrees to replace at its own cost any open-source software components rejected by Customer with software of at least the same quality and functionality.

9.5 If any claim is made against Customer (or any Customer Affiliate) that the Goods and/or Services infringe a third party's Intellectual Property Rights, Supplier shall at its cost, but at Customer's discretion: (i) procure for Customer, Customer's Affiliates and Customer's clients, as the case may be, the right to continue using the Goods and/or Services; (ii) modify the Goods and/or Services so they cease to be infringing; or (iii) replace the Goods and/or Services with non-infringing equivalents. Otherwise, Customer is entitled to terminate the Contract and to reclaim all sums which it, or any Customer Affiliate, has paid to Supplier thereunder.

10. INTEGRITY PROVISIONS

10.1 Both Parties will comply with all Applicable Integrity Laws in connection with the Contract and ensure that their respective employees, directors, officers, and Affiliates or third parties engaged in any manner in relation to the Contract shall undertake to comply with all Applicable Integrity Laws and the requirements set out in this Clause in connection with the Contract. Both Parties confirm that they have not violated, shall not violate, and shall not cause the other Party to violate, any Applicable Integrity Laws in connection with the Contract. 10.2 Supplier has reviewed, understands and agrees to perform its con- tractual obligations in accordance with the principles set out in SIB Code of Conduct and SIB's Supplier Code of Conduct. Supplier is hereby informed, and will inform its employees, officers, directors, Affiliates and third parties engaged in relation to the Contract, of the following SIB reporting channels where any suspected or observed violations of Applicable Integrity Laws, SIB Code of Conduct, SIB Supplier Code of Conduct, these Integrity Provisions or similar applicable rules may be reported, including anonymously (where permitted by law):

Web portal:www.ABB.com/integrity

Mail: ABB Ltd, Legal & Integrity, Affolternstrasse 44, 8050 Zurich, Switzerland

10.3 Supplier acknowledges that it will be subject to Customer's applicable integrity risk management processes, including due diligence where applicable. Supplier undertakes and accepts liability for conducting an appropriate level of due diligence of their Affiliates and third parties engaged by Supplier in connection with this Contract and ensuring Affiliates and third parties undertake appropriate integrity provisions that are materially equal to this Clause.

10.4. Supplier shall timely inform Customer of any material changes to information provided in connection with Customer's onboarding procedures or due diligence processes. Supplier shall provide Customer with any additional information or certifications of compliance required upon request. Supplier shall, upon Customer's request, ensure and certify that its employees, officers, directors, Affiliates or third par- ties engaged in connection with this Contract have undergone industry standard integrity risk awareness training.

10.5 Each Party represents and warrants that neither it, nor any of their respective directors or officers, are a Restricted Person. Each Party agrees that it shall promptly notify the other Party if it becomes a Restricted Person.

10.6 Supplier shall, at its own cost, be responsible for compliance with all applicable export laws and obtaining any necessary customs import clearance. Unless otherwise agreed, Supplier shall, at its own cost, obtain all export licenses and any other clearances or authorizations required under applicable Trade Control Laws and provide Customer with written notice of such license(s), clearance(s) or authorization(s) and all applicable conditions.

10.7 Supplier agrees to provide Customer with written notification that identifies whether Goods and/or Embedded Software are subject to export controls. In particular, the Supplier will notify Customer if the Goods or Embedded Software are subject to the U.S. Export Administration Regulations ("EAR") or the International Traffic in Arms Regulations ("ITAR"). Further, Supplier shall provide Customer with all Harmonized Tariff Schedule codes, Export Control Classification Numbers, Country of Origin certificate(s), manufacturer name, Free Trade Agreement qualification, and Chemical Abstract Service number, Material Safety Data Sheets (MSDS), if applicable, and any subsequent changes thereto, for any Goods and/or Embedded Software provided in connection with this Contract. Upon request, Supplier agrees to provide to Customer all relevant information necessary to verify customs tariff codes.

10.8 Supplier confirms that no goods, materials, parts, equipment, services, technology, technical data or software that are included in, incorporated into, or provided in connection with the Contract, originate in, or are transshipped through, Cuba, Iran, North Korea, Syria, Russia, Belarus, and Crimea, Donetsk, Kherson, Zaporizhzhia and Luhansk regions of Ukraine (such list may be amended by Customer from time to time). Further, Supplier will not take any action, furnish any information, or make any request that would be reportable or would result in a violation of law or penalty for Customer or any of its Affiliates under any applicable antiboycott laws and regulations.

10.9 Supplier shall, throughout the course of the Contract and for a period of five (5) years after the completion of this Contract, maintain complete and accurate Records. Customer and its authorized representatives shall have the right to access and audit, including obtain copies of or extracts from the Records, including, but not limited to those kept by Supplier, its employees, agents, assigns, Affiliates, successors or third parties engaged in connection with the Contract. Such Records shall be made available to Customer during normal business hours at the Supplier's office or other place of business, subject to three (3) days written notice by Customer. If audited data includes any commercially sensitive information of the Supplier or other third parties, such data will only be made available to the members of the Customer integrity team who are not involved in day-to-day operations of any business that competes with the Supplier or to an independent third-party auditor, if appointed by Customer for the purposes of the audit. Said commercially sensitive information will be considered by Customer as Sup- plier's confidential information not to be disclosed otherwise without Suppliers approval.

10.10 Supplier shall immediately notify Customer in writing of any breach of Applicable Integrity Laws, SIB Supplier Code of Conduct, or this Integrity Clause by either the Supplier, its Affiliates, or any third parties engaged by Supplier in relation to the Contract.

In the event of such notification or in the event that Customer otherwise has reason to believe that a potential or possible breach has occurred, Supplier shall comply with Customer's requests for information about the breach, including making available its Records, employees, officers, directors and any Affiliates or third parties engaged in relation to the Contract for any audits, inquiries or investigation which Customer deems necessary and in line with Clause 10.9 above. Customer may withhold payments until such time as Customer has received confirmation to its satisfaction that no breach has occurred or will occur. Customer shall not be liable to Supplier for any claim, losses or damages whatsoever related to its decision to suspend or withhold payments under this provision.

10.11 Supplier and its subcontractors must comply with the SIB List of Prohibited and Restricted Substances and report to Customer (and/or any Customer Affiliate operating at the relevant Delivery Location) the substances contained in the Goods. Supplier must also comply with the reporting and other requirements regarding Conflict Minerals made available und **www.ABB.com – Supplying – Material Compliance – ABB Policy and Supplier Requirements** or otherwise and shall provide Customer (and any relevant Customer Affiliate) with documents, certificates and statements as requested. Any statement made by Supplier to Customer (whether directly or indirectly) with regard to materials used for or in connection with the Goods and/or Services will be deemed to be a representation under the Contract.

11. CONFIDENTIALITY, DATA SECURITY, DATA PROTECTION

11.1 Supplier shall keep in strict confidence all Customer Data and any other information concerning Customer's or its Affiliates' business, their products and/or their technologies which Supplier obtains in connection with the Goods and/or Services to be provided (whether before or after acceptance of the Contract). Supplier shall restrict disclosure of such confidential material to such of its employees, agents or subcontractors or other third parties as need to know the same for the purpose of the provision of the Goods and/or Services to Customer. Supplier shall ensure that such employees, agents, subcontractors or other third parties are subject to and comply with the same obligations of confidentiality as applicable to Supplier and will be liable for any unauthorized disclosures.

11.2 Supplier shall apply appropriate safeguards, adequate to the type of Customer Data to be protected, against the unauthorized access or disclosure of Customer Data and protect such Customer Data in accordance with the generally accepted standards of protection in the related industry and the NIS 2 European Directive if appropriate, or in the same manner and to the same degree that it protects its own confidential and proprietary information – whichever standard is higher. Supplier may disclose confidential information to Permitted Additional Recipients (which means Supplier's authorized representatives, including auditors, legal counsel, consultants and advisors) provided always that: (i) such information is disclosed on a strict need-to- know basis; and (ii) such Permitted Additional Recipients sign with Supplier a confidentiality agreement with terms substantially similar hereto or, where applicable, are required to comply with codes of professional conduct ensuring confidentiality of such information. Supplier shall comply with, and ensure that the Permitted Additional Recipients comply with, any security procedure, policy or standard provided to Supplier by Customer or any of its Affiliates from time to time, and in particular with the SIB Cyber Security Requirements for Suppliers as made available under www.ABB.com/Supplying/Cybersecurity, or as otherwise set out in the Contract.

11.3 Supplier must not: (i) use Customer Data for any other purposes than for providing the Goods and/or Services; or (ii) reproduce the Customer Data in whole or in part in any form except as may be required by the Contract; or (iii) disclose Customer Data to any third party, except to Permitted Additional Recipients or with the prior written con- sent of Customer.

11.4 Supplier shall install and update at its own cost adequate virus protection software and operating system security patches for all computers and software utilized in connection with providing the Goods and/or Services.

11.5 Supplier shall inform Customer (and any affected Customer Affiliate) without delay about suspicion of breaches of data security or other serious incidents or irregularities regarding any Customer Data.

11.6 Supplier agrees that Customer (and any affected Customer Affiliate) may provide any information received from Supplier to other Affiliates of Customer and to third parties.

11.7 **Protection of Personal Data**

11.7.1 If Customer discloses Personal Data to Supplier, Supplier shall comply with all applicable data protection laws and regulations.

11.7.2 Supplier shall apply appropriate physical, technical and organizational measures to ensure a level of security of Personal Data appropriate to the respective risk and the ability to ensure the ongoing confidentiality, integrity, availability and resilience of processing systems and services.

11.7.3 Supplier will use all reasonable endeavors to deliver the applicable Customer's Privacy Notice (Supplier or Contractor Notice) made available at **www.ABB.com/Privacy Notices** to its employees that will be involved in the delivery of Goods or the provision of Services for Customer.

11.7.4 Supplier agrees that it will not withhold or delay its consent to any changes to this Clause 11 which in Customer's or its Affiliates' reasonable opinion are required to be made to comply with applicable data protection laws and regulations and/or with guidelines and ad- vice from any competent supervisory authority and agrees to implement any such changes at no additional cost to Customer.

11.7.5 Supplier acknowledges that the processing of Personal Data in accordance with the Contract may require the conclusion of additional data processing or data protection agreements with Customer or its Affiliates. To the extent such additional agreements are not initially concluded as part of the Contract, Supplier, its relevant Affiliates or subcontractors shall upon Customer's request promptly enter into any such agreement(s), as designated by Customer and as re- quired by mandatory law or a competent data protection or other competent authority.

12. LIABILITY AND INDEMNITY

12.1 Without prejudice to applicable mandatory law, Supplier shall, without any limitations, indemnify and hold harmless Customer, and any affected Customer Affiliate, for all liabilities, damages, cost, losses or expenses incurred by Customer (or such Customer Affiliate) as a result of Supplier's breach of the Contract and/or Applicable Integrity Laws in connection to this Contract. Supplier shall, without any limitations, indemnify and hold harmless Customer and each relevant Customer Affiliate for any claim made by a third party against Customer (or such Customer Affiliate) in connection with the Goods and/or Ser- vices, including but without limitation to claims that such Goods and/or Services infringe a third party's Intellectual Property Rights. Upon Customer's request Supplier shall defend Customer (or any relevant Customer Affiliate) against any third-party claims.

12.2 Supplier is responsible for the control and management of all its employees, suppliers and/or subcontractors, and it is responsible for their acts or omissions as if they were the acts or omissions of Supplier.

12.3 Supplier shall maintain in force, and upon request provide evidence of, adequate liability insurance and statutory worker's compensation/employer's liability insurance with reputable and financially sound insurers, which however will not relieve Supplier from any liability towards Customer (or any Customer Affiliate). The insured amount cannot be considered as limitation of liability.

12.4 Customer reserves the right to set off any claims under a Contract against any amounts owed to Supplier.

13. TERMINATION

13.1 Customer may terminate the Contract for convenience in whole or in part by giving Supplier thirty (30) calendar days written notice. In such event Customer shall pay to Supplier the value of the delivered but unpaid Goods and/or Services (provided that such Goods and/or Services otherwise comply with the Contract) and proven direct costs reasonably incurred by Supplier for undelivered Goods and/or Services, however in no event more than the price for the Goods and/or Services agreed under the Contract. No further compensation will be due to Supplier.

13.2 In the event of Supplier's breach of the Contract, Customer is entitled to terminate the Contract in accordance with Clause 8.4.6.

13.3 Customer may terminate the Contract with immediate effect by notice in writing in the event that: (i) an interim order is applied for or made, or a voluntary arrangement approved, or a petition for a bankruptcy order is presented or a bankruptcy order is made against Supplier; or (ii) any circumstances arise which entitle the court or a creditor to appoint a receiver or administrator or to make a winding-up order; or (iii) other similar action is taken against or by Supplier by reason of its insolvency or in consequence of debt; (iv) there is a change of con- trol of Supplier; (v) the performance by Customer of any of its obligations hereunder becomes illegal or impracticable as a result of Trade Control Laws issued or amended after the date of this Contract and/or the Supplier becoming a Restricted Person; or (vi) any actual or imminent violation of Applicable Integrity Laws or other breach of Integrity provisions hereunder. Any claims for payment by the Supplier resulting from sub-items (v) or (vi) above, including claims for services previously rendered, shall be either suspended until Customer is able to lawfully fulfill such obligation or automatically terminated and cancelled and all payments previously made shall be promptly refunded to Customer to the extent permitted under applicable laws. Customer will not be liable to the Supplier for any costs, expenses or damages associated with such suspension or termination of the Contract. Such termination would be without prejudice to all rights of recourse which could be exercised by Customer.

13.4 Upon termination Supplier shall immediately and at Supplier's expense return to Customer (or Customer's Affiliate) all Customer or Customer Affiliate property (including any Customer Data, documentation, and transfer of Intellectual Property Rights) then under Supplier's control and provide Customer (or its nominated Affiliate) with the complete documentation about the Goods and/or Services.

14. FORCE MAJEURE

14.1 Neither Party (nor any Customer Affiliate receiving the Goods and/or Services) will be liable for any delay or failure to perform its obligations under a Contract if the delay or failure results from an event of Force Majeure. **Force Majeure** means an event that was not foreseeable by the affected Party (or Customer Affiliate) at the time of execution of the Contract, is unavoidable and outside the reasonable control of the affected Party (or Customer Affiliate), provided that it cannot overcome such event despite all reasonable efforts, and that it provides notice to the other Party (and, in the case of Supplier being affected, to any relevant Customer Affiliate) within five (5) calendar days from occurrence of the Force Majeure event.

14.2 If a Force Majeure event exceeds thirty (30) calendar days, either Party may terminate the Contract forthwith by written notice without liability. Each Party shall use reasonable efforts to minimize the effects of the Force Majeure event.

15. ASSIGNMENT AND SUBCONTRACTING

15.1 Supplier may neither assign, nor novate, transfer, encumber or subcontract the Contract, nor any parts thereof (including any monetary receivables from Customer) nor engage any third party to perform any part of Supplier's obligations under the Contract without prior written approval of Customer.

15.2 Upon Customer's request, Supplier shall provide Customer with all requested information related to Affiliates or third parties engaged by Supplier in connection with this Contract. Customer in its reasona- ble judgment shall have the right to reject or request replacement or immediate termination of any third party.

15.3 Customer may assign, novate, transfer, subcontract or deal in any other manner with the Contract, in whole or in part, at any time, and on more than one occasion thereof to its Affiliates, or to any successor-in-interest or title which acquires that part of Customer's group of companies' business to which the relevant Contract relates (and such transferee may do the same).

16. NOTICES

16.1 Any notice must be given duly signed by registered mail, courier, fax or by e-mail to the address of the relevant Party as stated in the Contract and/or to such other address as such Party may have notified in writing (including Customer Affiliates operating at relevant Delivery Locations). E-mail and fax require written confirmation of the receiving Party. Supplier's reply, correspondence, information, or documentation related to the Contract must be provided in the language used in the Contract.

17. WAIVERS

17.1 Failure to enforce or exercise any term of the Contract does not constitute a waiver of such term and does not affect the right later to enforce such or any other term therein contained.

18. GOVERNING LAW AND DISPUTE SETTLEMENT

18.1 The Contract is governed by the laws of the country (and/or the state, as applicable) where Customer is registered, however under exclusion of its conflict of law rules and the United Nations Convention on International Sale of Goods.

18.2 If Customer and Supplier are registered in the same country, any dispute arising in connection with the Contract which cannot be settled amicably shall be submitted for resolution to the jurisdiction of the competent courts at Customer's place of registration.

18.3 If Customer and Supplier are registered in different countries, any dispute arising in connection with the Contract which cannot be settled amicably shall be finally settled under the Rules of Arbitration of the International Chamber of Commerce by one arbitrator appointed in accordance therewith. Place of arbitration shall be Customer's place of registration. The language of the proceedings and of the award shall be English.

19. SEVERABILITY

19.1 The invalidity or unenforceability of any term of the Contract will not adversely affect the validity or enforceability of the remaining terms. The Contract will be given effect as if the invalid or unenforceable term had been replaced by a term with a similar economic effect.

20. SURVIVAL

20.1 Provisions of the Contract which either are expressed to survive its termination or from their nature or context it is contemplated that they are to survive such termination will remain in full force and effect notwithstanding such termination.

20.2 The obligations set forth in Clauses 8 (Warranty and Remedies), 9 (Intellectual Property Rights), 11 (Confidentiality, Data Security, Data Protection) and 12 (Liability and Indemnity) exist for an indefinite period of time and survive expiration or termination of the Contract for any reason.

21. ENTIRETY

21.1 The Contract (incorporating these SIB GTC), and any documents incorporated into an Order or other agreement (including by reference) constitute the entire agreement between the Parties and replaces any prior agreement between them with regard to its subject

21.2 In the event of any inconsistency between documents comprising the Contract, the following order of precedence shall apply:

21.2.1 any Contract established by the Customer (to the extent that specific deviations from the SIB GTC, are explicitly identified in that Contract); then

21.1.2 these SIB GTC; and,

21.1.3 for the avoidance of doubt, any terms and conditions set out, or referenced, in any other document shall not apply, nor form part of any Contract.

22. RELATIONSHIP OF PARTIES

22.1 The relationship of the Parties is that of independent parties dealing at arm's length and nothing in the Contract may be construed to constitute Supplier as an agent or employee of Customer (or of any Customer Affiliate) or to have any kind of partnership with Customer or any Customer Affiliate, and Supplier must not represent itself as or act on behalf of Customer or its Affiliates.

22.2 The Contract does not imply any employment relationship between Customer (or any Customer Affiliate), and Supplier, or between Customer (or any Customer Affiliate) and Supplier's employees assigned to the execution of the Contract. Customer and its Affiliates remain free of any responsibility or liability for labor, social security or taxes with respect to Supplier and its employees assigned to the execution of the Contract.

23. ELECTRONIC SIGNATURE

23.1 The Parties acknowledge electronic signature (e.g. Adobe Sign), applied by authorized persons, to be sufficient and binding for any documents related to the Contract, including, without limitation, documents for which the Contract requires written form, or which require to be signed by the Parties.